CIHEAM
Options Méditerranéennes

Evolution récente des échanges méditerranéens

Papayannakis M.

La Méditerranée aujourd'hui (I)

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 30

1975
pages 85-93

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

---

http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010633

To cite this article / Pour citer cet article

Papayannakis M. **Evolution récente des échanges méditerranéens.** *La Méditerranée aujourd'hui (I).* Paris : CIHEAM, 1975. p. 85-93 (Options Méditerranéennes; n. 30)

CIHEAM

http://www.ciheam.org/
http://om.ciheam.org/

CIHEAM

Évolution récente des échanges méditerranéens

Michel PAPAYANNAKIS

Maître-Assistant
à l'I.A.M.
Montpellier

Bien avant que la prétendue « crise du pétrole » ne soit désignée comme la responsable de certains mouvements intempestifs dans l'évolution de la structure économique internationale, et la génératrice d'un certain nombre de processus de restructuration économiques et/ou géopolitiques, la plupart des transformations en cours (mais à un rythme actuellement accéléré) ou en esquisse dans les pays méditerranéens (*) étaient en train de prendre leur consistance et leur allure : la hausse des prix du pétrole a été l'élément spectaculairement révélateur aussi bien qu'un des facteurs importants des changements constatés et à venir.

LES TRANSFORMATIONS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR

Les transformations en question, et pour ce qui concerne plus particulièrement les échanges extérieurs (dans le sens large), peuvent être résumées pour l'essentiel dans les points suivants :

Le développement du commerce extérieur

Le commerce extérieur total des pays méditerranéens s'est développé à une allure le plus souvent plus rapide que celle du commerce mondial dans son ensemble (1). Ceci a été particulièrement vrai et dès le début des années 60 pour les cinq pays méditerranéens européens ainsi que pour la Libye et Israël. Le commerce des autres pays a connu une évolution irrégulière soit à cause d'événements politiques graves tels que la guerre ou l'invasion soit à la suite de modifications structurelles internes intervenues au cours de la décennie. La plupart ont cependant connu une croissance de leur commerce proche de la moyenne mondiale et un regain d'activité vers la fin des années 1960-70.

Les changements structurels

Le développement du commerce extérieur s'est accompagné de changements structurels significatifs :

— Les importations de marchandises industrielles, bien que situées à des niveaux élevés, n'ont cessé d'augmenter en pourcentage excepté un léger recul pour la Libye, la Tunisie et la Syrie. Plus particulièrement, on constate un accroissement (toujours pour la même période) des importations de machines et d'équipement (section 7 de la CTCI) pour tous les pays méditerranéens, exceptées la Yougoslavie, la Libye et l'Égypte (2).

— Bien plus impressionnant est l'accroissement des exportations industrielles; leur pourcentage dans les exportations totales de 1972 (par rapport à celui de 1962) a plus que quadruplé pour la Turquie, plus que triplé pour la Grèce, le Liban et Malte, sensiblement augmenté pour les autres. Ces exportations industrielles sont relativement concentrées sur des biens d'équipement en ce qui concerne l'Espagne, la Yougoslavie et le Liban, sur les autres produits manufacturés pour le reste des pays; en ce qui concerne les produits chimiques on constate un progrès très sensible des exportations yougoslaves, grecques, libanaises et israëliennes notamment, mais encore à des niveaux relativement bas (moins de 10 % du total des exportations) (3).

La répartition géographique

Une autre transformation structurelle importante concerne la répartition géographique du commerce extérieur des pays concernés. Si on examine la liste de leurs fournisseurs et de leurs clients par ordre d'importance en 1962 et 1972 on constate l'évolution suivante (voir tableau ci-contre).

Du côté des fournisseurs :

Les États-Unis et le Royaume-Uni sont les deux principaux pays dont la position se dégrade sérieusement. La RFA et l'Italie sont les deux principaux bénéficiaires de cette évolution. La position de la France reste inchangée. De nouveaux concurrents font leur apparition, dont les plus importants sont le Japon et l'URSS. Ce n'est évidemment qu'un calcul qui se fonde sur les six premiers de la liste; derrière ceux-ci et à une distance plus ou moins importante apparaissent des pays qui renforcent leur position mais à des niveaux assez bas : la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Espagne...

Du côté des clients :

Des reclassements sont aussi à remarquer : l'Italie, le Royaume-Uni et la Hol-

Évolution relative de certains pays dans le commerce extérieur des pays méditerranéens (1961 à 1972)

	Fournisseurs		Clients	
	1960 61	1971 72	1960 61	1971 72
États-Unis	71	56	35	35
RFA	57	70	45	57
France	44	44	25	30
Royaume-Uni	57	43	47	34
Italie	36	55	50	44
Japon	0	6	0	3
URSS	6	16	10	27
Pays-Bas	...	...	14	3
UEBL	...	...	2	5
Espagne	...	...	5	7

(Tableau obtenu en attribuant une « note » dégressive de 6 à 1 aux six premiers fournisseurs ou clients de chaque pays méditerranéen et en additionnant l'ensemble de ces « notes » pour chaque pays du tableau.)

* Dans le sens de cet article, les pays de la « façade » méditerranéenne plus le Portugal et moins l'Albanie; en sont aussi exclus les deux pays développés : la France et l'Italie, leurs problèmes étant de nature différente.

(1) ONU, International Trade Yearbook, 1966, 1972-73.
(2) Ibidem.
(3) Ibidem.

lande reculent; la RFA, la France et l'URSS avancent; les États-Unis voient leur position inchangée. Plus en arrière, des nouveaux clients apparaissent tels que la Belgique, l'Espagne et le Japon... (4).

LES ECHANGES INTRAMEDITERRANEENS

Plus particulièrement en ce qui concerne les échanges entre les pays méditerranéens eux-mêmes, on constate pour la période 1962-72 une augmentation constante et assez significative du pourcentage des importations de chacun des pays concernés en provenance de l'ensemble des autres. Le phénomène est moins net pour les exportations, où l'on constate plusieurs exceptions à cette tendance mais qui ne sont importantes que pour Israël et Malte.

Le flux de capitaux

Il est difficile de donner autant d'informations (comparables) pour ce qui concerne un domaine particulier des « échanges », à savoir les flux des capitaux étrangers. A partir de l'examen des balances de paiements de tous les pays méditerranéens concernés ici et pour les années 1965-1972, on peut cependant constater qu'en l'espace de huit ans le flux annuel de capitaux privés dans ces pays a plus que doublé pour la quasi totalité des cas : il a même augmenté de manière bien plus rapide pour l'Espagne, la Yougoslavie, le Maroc. Ces flux semblent avoir stagné ou regressé pour la Tunisie, l'Égypte et la Syrie; mais souvent ce qui est en cause c'est l'origine des capitaux : on constate ainsi que les flux des capitaux publics ont augmenté dans les mêmes proportions ou même plus rapidement pour tous les pays concernés exceptés la Libye, le Maroc et la Tunisie (5).

Les balances de paiements

De même on peut constater une évolution très rapide de certaines autre « entrées » de la balance des paiements des pays méditerranéens :

1° Celles qui proviennent du tourisme ont connu une croissance très rapide pour tous les pays, exceptées l'Algérie et la Libye.

2° Celle en provenance des ouvriers émigrés ont été en croissance importante pour les PM européens et pour le Maghreb (6).

La répartition géographique

On ne peut malheureusement pas détailler ici (et de manière comparable) la répartition géographique de ces deux derniers points. On a pourtant des indications éparses à partir des données fragmentaires. Ainsi on sait que les recettes touristiques et celles en provenance des émigrés sont surtout le fait des rapports avec les pays ouest-européens en très grande majorité. En ce qui concerne les capitaux (domaine autrement important sur le plan politico-économique que sur le plan comptable de la balance) les indications que nous possédons témoignent d'un recul important des Américains au profit des Européens et surtout des Allemands et des Italiens; tandis que les Français occupent des positions solides mais plutôt « traditionnelles ».

Plus particulièrement les capitaux américains de toutes sortes semblent avoir en début de période des positions fortes dans les pays tels que l'Espagne, la Turquie, la Grèce, la Libye et Israël, tandis que les Européens ont eu des positions plus fortes en Yougoslavie, en Égypte, au Maghreb et au Portugal. Vers la fin des années 60 on constate que les investissements étrangers ont été en majorité relative : allemands en Yougoslavie et en Turquie, européens (CEE) au Portugal, en Grèce, au Maghreb, à Chypre et à Malte, tandis que l'on ne connaît pas grand chose du Liban. La Libye (après les récentes nationalisations), l'Égypte (pour l'instant) et la Syrie sont des cas où on ne peut pas se prononcer vu la structure politico-économique interne; il n'y a qu'en Espagne où les investissements américains viennent probablement en tête, et même là ils sont inférieurs aux investissements de la CEE pris comme un tout (7).

LA CRISE ECONOMIQUE DE 1973

Ces transformations d'avant la « crise pétrolière » font partie de l'ensemble des transformations qui sous le choc de la hausse des prix du pétrole ont été prises pour une réalité nouvelle.

En fait, la crise du système capitaliste international couvait bien avant 1973 et même bien avant 1971 (début de la crise officielle du système monétaire international). C'est à partir du début de la décennie 1960-1970, que l'on aperçoit les premiers signes du processus qui devait conduire progressivement aux phénomènes

(4) Ibidem.
(5) FMI, Balance of Payments Yearbook, 1965, 1970, 1972.
(6) Ibidem.
(7) Sources diverses : pour la Turquie, voir M. ARDITI, Les investissements étrangers en Turquie, Éd. Librairie Droz, et K. B. HARPUTLU, La Turquie dans l'impasse, Éd. Anthropos; pour la Yougoslavie, divers numéros des revues « Industrija » et « Ekonomska Politika », ainsi qu'OCDE, Les investissements étrangers en Yougoslavie, 1974; pour le Portugal, L. SALGADO DE MATOS : Investimentos estrangeiros en Portugal, Éd. Seara Nova; pour la Grèce, le « guide » en 2 volumes de l'ICAP-HELLAS; pour tous les pays : diverses publications telles que *DAFSA*, les liaisons financières des entreprises françaises, 1974, SEF, Informations Économiques; *JANE'S*, Europe's major Companies, 1971, The *Economist Intelligence Unit*, Quarterly Economic Review (fascicules par pays), *Telex-Méditerranée*, Bruxelles, Moody's, etc.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

de portée générale que l'on constate actuellement :

1° Le déclin relatif des États-Unis dans l'économie capitaliste internationale prise comme un tout (8).

2° L'épuisement relativement lent, mais progressif, des possibilités d'expansion du système sur les bases technico-économiques et sur la structure socio-économique actuelles, d'où la nécessité de trouver et de faire « autre chose » dans ces deux domaines (9).

3° Le déplacement à « l'extérieur » d'une partie de l'activité du système qui se déroule en même temps que les processus ci-dessus. Déplacement sous la pression des profits en baisse. des « opportunités » à investir qui diminuent, de la nécessité d'« organiser » la division internationale du travail avant que les « autres » le fassent; déplacement opéré par la « reproduction élargie du système » au niveau mondial, conduit par les « multinationales» qui en sont aussi l'expression la plus frappante puisqu'elles arrivent à un tel point de « détachement » qu'elles font à l'occasion et sans sourciller la politique contraire à celle que poursuit sous telle ou telle conjoncture la direction du pays de leur origine (10).

Tous les éléments de la situation actuelle : la crise, les problèmes monétaires, la « guerre commerciale » parmi les grands (et les plus petits) pays développés, la nécessité de trouver certaines « solutions » impliquant les (ou certains) pays « sous-développés » et donc les incluant tant bien que mal dans le système, tout cela se trouvait donc (et déjà) en germe dans la crise du système et son cheminement récent.

Ce sont justement les conditions de ce cheminement qui ont été brusquement redéfinies en partie par l'offensive des pays pétroliers (parmi lesquels deux méditerranéens dans le sens de cet article, l'Algérie et la Libye). Mais il ne faut pas oublier qu'à côté des hausses spectaculaires du prix du pétrole, pendant la même période, les prix de beaucoup de matières premières ont connu des hausses très importantes aussi : de décembre 1972 à décembre 1973, les céréales ont augmenté de 85 %; les grains à huile de 125 %, le bois de 134 %, le caoutchouc de 144 %, l'acier et le fer de 130 %, les métaux non ferreux de 136 % et les produits pétroliers de 77 % (11). Il s'agissait donc d'un mouvement plus général de résistance à la crise, indépendamment de la question (importante dans un autre contexte) de savoir qui (les producteurs ou les « commerçants ») en a pris l'initiative.

Ces indications permettent de dire qu'après 1972-73, presque tous les pays méditerranéens (et non seulement les pétroliers) ont été marqués directement ou indirectement par les nouvelles lignes d'évolution des échanges dans le monde et chez eux, et pas seulement en tant qu'acheteurs du pétrole. Le prix de certaines matières premières a continué d'augmenter jusqu'à aujourd'hui (phosphates par exemple), les stratégies industrielles ont été poursuivies, leurs premiers résultats pour certains de ces pays ont déjà commencé à se concrétiser, bref il serait erroné et mystificateur d'étudier la nouvelle réalité des échanges méditerranéens sous la seule lumière (encore qu'elle ait été, et continue largement à l'être, la plus importante) de la crise pétrolière. Celle-ci a déclenché une nouvelle phase de la crise mondiale, y compris l'utilisation massive d'« antidotes » de la part du marché international, qui à leur tour ont agi indistinctement sur les « justes et les injustes », sur les producteurs pétroliers et les autres, ailleurs comme en Méditerranée.

TENDANCES ACTUELLES

De 1972-73 à aujourd'hui on manque encore de données détaillées et comparables sur l'évolution des échanges méditerranéens. A partir d'observations ponctuelles et incomplètes on peut toutefois souligner quelques points caractéristiques :

Les exportations

Les pays méditerranéens producteurs de pétrole ont vu leurs exportations monter extrêmement rapidement : les exportations de la Libye par exemple ont augmenté de 215 % pour le premier trimestre 1974 par rapport au même trimestre 1973 (12). On estime que, malgré la baisse de la production de pétrole, la croissance des exportations en valeur a continué jusqu'à très récemment. La hausse des prix des autres matières premières a fait que d'autres pays ont aussi profité de la nouvelle période : on estime par exemple que le Maroc gagnera de ses exportations de phosphates quelques 1 500 millions de dollars en 1975, contre 200 millions pour 1973 (après le triplement des prix en janvier 1974 notamment) (13). Dans une moindre mesure la Turquie et la Yougoslavie ont bénéficié des hausses de certains produits primaires agricoles ou minéraux pour la période 1973-1974 (14). Des pro-

(8) Voir article de Christian Goux, in Monde Diplomatique, mars 1973.
(9) D'où les discussions souvent confuses sur le contenu et la qualité de la croissance.
(10) Se rappeler la spéculation contre le dollar conduite par celles-ci; voir article de I. Grapin, in « Le Monde », 24 juin 1975.
(11) W. Gerns : Kapitalismus in der krise, VMB, Frankfort.
(12) Quarterly Economic Review, Libya, 1975 (n° 1).
(13) Trade and Industry : Morocco a promising market, 31 octobre 1974.

gressions spectaculaires des exportations se sont aussi faites remarquer en Tunisie pour les 10 premiers mois de 1974 (par rapport à la même période de 1973) : 200 % pour les exportations de phosphates, 196 % pour les exportations de pétrole, 85 % pour les exportations agro-alimentaires (15). De même les exportations du Liban et de la Grèce ont connu des rythmes impressionnants : 32 % pour les exportations industrielles totales du premier (1er semestre 1974 sur 1er semestre 1973) et 67 % pour les exportations totales de la seconde pour la période 1972-73 (et le rythme semble se poursuivre ultérieurement). Des observations analogues peuvent être faites pour la plupart des autres pays aussi. Mais ces « performances », qui ne sont manifestement pas dues exclusivement à l'enrichissement des pays pétroliers, d'autant moins que la « demande » des pays développés tend vers la baisse compensant l'effet de celui-ci, ont pour la plupart été effacées par l'explosion des importations (16).

Les importations

Les importations de presque tous les pays méditerranéens ont connu pendant la période 1972-74 des taux d'accroissement rarement rencontrés jusqu'ici. Ceci a été le produit de l'effet conjugué des hausses importantes des prix (pétroliers, mais aussi industriels et agricoles, voir plus bas) et des augmentations en volume (fortes en début de période dans la droite ligne de l'évolution de la décennie 1960-70, bien plus faible, pour la plupart, ensuite, à cause du ralentisesment de l'activité, sauf évidemment les pays pétroliers et quelques autres tels que la Yougoslavie par exemple). Dans l'ensemble, et en valeur, l'image est impressionnante.

Voici quelques exemples :

Pays	Périodes	Taux
Espagne . . .	1972-1973	41 %
Grèce	1972-1973	48 %
Portugal . . .	janv.-nov. 1974-1973	53 %
Turquie . . .	1973-1974	76 %
Yougoslavie .	janv.-sept. 1974-1973	74 %
Maroc	1972-1973	44 %
Tunisie . . .	janv.-oct. 1974-1973	72 %

La tendance a été assez uniforme; seule, l'Égypte voit ses importations 1972-1973 diminuer de 8 % grâce à des restrictions draconiennes. Le Liban et la Syrie ont connu pour la même période des taux d'augmentation assez « modérés »; quant à Israël il a vu ses importations alimentaires passer de 161 millions de dollars en 1972 à 700 millions en 1974, ses importations de pétrole passer de 100 millions à 700 millions pour les mêmes dates, tandis que ses importations militaires passaient de 200 millions de dollars en 1972 à 600 millions en 1974 et 2 500 millions en 1975 (17).

L'augmentation des importations

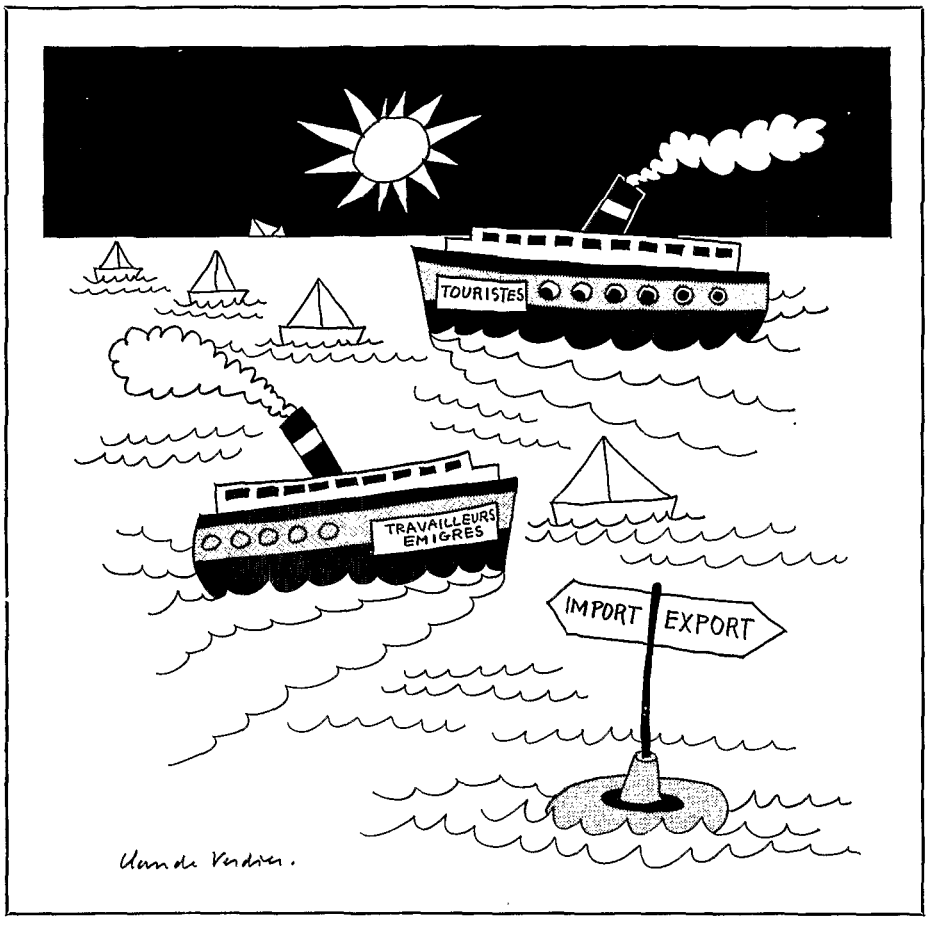
Le *boom* des importations a été en grande mesure imputé à la hausse des prix du pétrole : on estime qu'environ 1\7 du déficit yougoslave (soit 550 millions de dollars) et une partie encore plus importante (700 millions) de celui de la Turquie sont dûs à cette hausse; il en va ainsi des autres pays méditerranéens (18).

Mais il ne faudrait pas oublier d'ajouter à cette explication deux autres aussi importantes à court et, pour l'une d'elle au moins, à long terme.

Le rôle de l'inflation

La première réside dans l'accélération importante et très régulière depuis 1973 de l'inflation mondiale et plus particulièrement de la hausse des prix des produits manufacturés, spécialement de l'équipement. On a observé, de 1970 à la fin 1972, une augmentation des prix des matières premières plus importante que celle des produits manufacturés, mais la différence n'était pas très importante. Depuis, on a connu la période d'augmentation des matières de base (voir aussi plus haut) qui a atteint 120 % par rapport à 28 % pour les produits manufacturés, et ceci jusqu'aux débuts 1974. Depuis, les premières ne « bougent » pratiquement pas tandis qu'on assiste à une nouvelle hausse de 30 % des produits manufacturés de cette date aux débuts 1975 (19). Si cette évolution parallèle tend à « récupérer » une bonne partie des gains des pays producteurs de pétrole, elle tend en même temps à étouffer les autres, dont les pays méditerranéens, surtout ceux qui se trouvent dans une phase active de leur accumulation. Si on ajoute a ceci la baisse de la valeur du dollar (de l'ordre de 10 à 15 % selon la conjoncture), les effets sur la balance commerciale de ces pays sont

(14) Quarterly Economic Review, Turkey, Yougoslavia, 1975 (n° 1).
(15) Quarterly Economic Review, Tunisia, 1975 (n° 1).
(16) Ibidem, par pays, 1975 (n° 1).
(17) Telex-Méditerranée, n° 63.
(18) Q.E.R., voir plus haut note 14.
(19) D'après la Banque des règlements internationaux, in « Problèmes économiques », 9 juillet 1975.



nettement catastrophiques, malgré leurs performances exportatrices. Cette hausse des produits manufacturés continue est à terme aussi dangereuse (et même plus) que celle du pétrole. Il semblerait même que dans le domaine des biens d'équipement (ceux justement qui sont les plus recherchés et qui sont « monopolisés » par les pays développés) la hausse prend des proportions fantastiques : on cite l'exemple de la sidérurgie où pour la même unité de production les prix ont environ quadruplé depuis 1971-1972 (20).

Le rôle des stratégies de développement

La deuxième explication concerne le type et la stratégie de développement (agricole et industriel) effectivement appliquée dans la plupart des pays méditerranéens depuis fort longtemps, toujours bien avant la « crise pétrolière » et qui commence à donner ses fruits. Insertion relativement passive dans la division internationale du travail définie par le marché international, recherche de « crénaux » spécialisés en vue de l'exportation combinée avec un effort très souvent illusoire de créations d'industries dont les produits remplaceraient ceux qui sont importés pour la consommation interne, « libéralisation » poussée du commerce extérieur permettant l'importation d'équipement, de biens intermédiaires et de matières premières nécessaires à ce type d'industrialisation (ou de « modernisation » de l'agriculture), permettant aussi l'importation de tous les produits de consommation définis par des modèles de consommation calqués tout naturellement sur le train de vie des classes dirigeantes des pays développés (il suffit de voir la richesse du marché d'Athènes ou d'ailleurs)...

Chaque étape franchie « en avant », chaque nouvelle « performance » des exportations signifie un nouveau bond en avant des importations et cette course parallèle ne semble pas converger vers l'équilibre, du moins on n'en a pas encore eu d'exemple réussi.

De ces trois explications du boom des importations, la première (le pétrole...) ne nous semble pas forcément la plus importante à terme, même si elle l'a été dans la conjoncture récente, masquant même l'importance des deux autres. Ce sont pourtant celles-ci qui depuis peu sont seules en action et on n'en voit pas d'issue facile. Restent évidemment les autres ressources des échanges (dans un sens large) internationaux pour réussir par-ci par-là des équilibres comptables, structurellement plutôt fragiles et constamment remis en cause.

Les autres ressources

Il s'agit évidemment des recettes touristiques, des envois des ouvriers émigrés, des services que certains pays arrivent à vendre à l'étranger, des capitaux qui veulent bien venir s'investir ou se placer dans les pays concernés.

Dans le contexte actuel et depuis peu, les deux premières ressources semblent

(20) D'après Omar GRINE, Secrétaire Général de l'Union Arabe du Fer et de l'Acier, dans un colloque récent organisé par le GRESE.

plafonner. Depuis le début 1974 le tourisme stagne, ou recule sur le plan international : les recettes touristiques de l'Espagne, après avoir progressé de 600 millions de dollars en 1973, se sont stabilisées à 2,8 milliards en 1974 (21); celles des autres pays européens du sud on regressé au niveau de 1971 ou 1972 (Grèce, Portugal, Turquie); seule la Yougoslavie a connu une légère augmentation (22).

En ce qui concerne les envois des travailleurs émigrés, les informations sont moins précises, mais il semble qu'après la formidable augmentation pour certains pays méditerranéens (surtout la Turquie) jusqu'au début des années 1970, on assiste là aussi à un ralentissement et une stabilisation des recettes en attendant pour certains une nette régression. En Grèce, par exemple, l'émigration nette a été négative (des ouvriers, en petit nombre pour l'instant, ont commencé à rentrer tandis que des nouveaux ne partent plus); il y a environ 20 000 ouvriers grecs en chômage actuellement, rien qu'en Allemagne, pour l'année 1974... (23).

L'évolution qui concerne les deux autres ressources mentionnées ci-dessus présente des tendances qui sont moins claires et de toute façon contradictoires.

Le flux des capitaux privés

La dynamique des flux des capitaux privés dans le passé assure incontestablement un minimum de continuité, mais les rythmes peuvent être très irréguliers : les investissements américains et britanniques en Espagne ont par exemple connu une baisse catastrophique en 1974, tout en occupant en chiffres absolus une position prépondérante par rapport aux autres pays, même ceux qui voient leur part augmenter, comme la France (24). Pour les Pays « à problèmes » politiques et autres (Portugal, Grèce, Turquie) on ne peut pas encore se prononcer clairement : les prêts à long terme consentis par certains pays sous forme de capitaux publics semblent rester toujours importants pour la Turquie qui par ailleurs aura, estime-t-on, besoin d'environ 1 milliard de dollars pour son équipement en 1975 (25); la RFA et les organismes de financements internationaux (BIRD, SFI, etc.) semblent être la principale source de capitaux étrangers. La Grèce négocie d'importants accords d'investissement privé (allemand, japonais...) ou public (pays de l'Est...) ainsi que des prêts à court et long terme, mais on ne connaît pas encore de résultats spectaculaires. La nouvelle situation politique du pays sera sans doute un atout économique et politique, surtout face aux partenaires européens qui sont les plus importants et de loin, actuellement. Quant aux pays arabes méditerranéens l'influence et l'aide des « pays frères » se sont de plus en plus confirmées, ainsi que celle de l'Iran, surtout en ce qui concerne l'Égypte, qui reçoit aussi la part du lion des capitaux séoudiens, koweitis et qataris (26). La Syrie enregistre une liste importante de prêts et d'aides d'origines fort diverses : 350 millions de dollars séoudiens, 35 koweitis, 75 de la RDA, 75 de la Bulgarie, etc... pour les informations les plus récentes (27). Quant à Israël, il compte surtout sur l'appui américain (324 millions d'aide pour 1975, etc.) (28).

Ce petit tour d'horizon n'a toutefois qu'une signification essentiellement comptable dans le sens des efforts d'équilibrage des balances de paiements. Une bonne partie des flux des capitaux vers les P.M. actuellement est cependant destinée à des projets industriels et agricoles, qui, eux, définiront en grande partie l'avenir du développement et des échanges internationaux de ces pays. Il n'est pas possible d'en faire une analyse détaillée dans les limites de cet article et au moment actuel. Mais il y a, nous semble-t-il, à la lecture des innombrables documents, projets, informations, etc... qui circulent fébrilement dans les bureaux et les laboratoires, quelques tendances plus ou moins claires : tendance au développement dans les pays méditerranéens de certains secteurs industriels importants aussi bien dans le domaine des biens d'équipement que celui des biens de consommation : industrie pétrolière et pétrochimie (et pas seulement chez les pays producteurs; déjà les premiers produits d'exportation en valeur pour la Grèce sont... les produits pétroliers) (29); chantiers navals (en Espagne depuis longtemps, mais aussi en Grèce et en Yougoslavie, en Algérie, à Chypre, en Turquie et au Moyen-Orient); véhicules (Espagne toujours, Turquie, Yougoslavie, Moyen-Orient); industries électriques (Yougoslavie, Turquie); industries sidérurgiques (un peu partout...); industries des métaux non ferreux (Yougoslavie, Grèce, Égypte...) etc. (30).

Il s'agit là d'une certaine redistribution des activités industrielles sur le plan géographique, exigée dans une grande mesure par les pays intéressés eux-mêmes et poussée par le cheminement de la crise internationale. Elle est surtout l'œuvre des prétendues « multinationales » ainsi que des grandes entreprises européennes et ré-

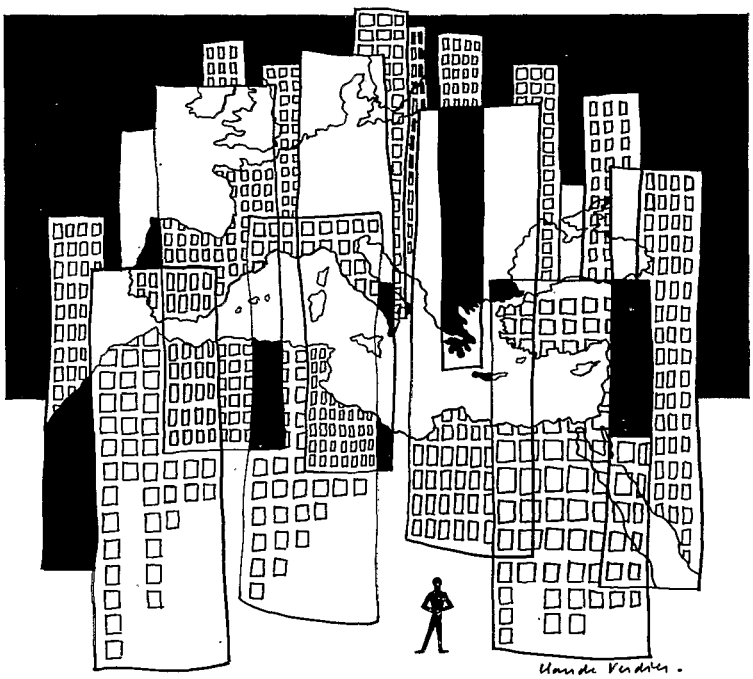
(21) Pour les six premiers mois de 1975, l'Espagne reçoit 6 millions de touristes de moins qu'en 1974 (même période).
(22) Voir note 16.
(23) « Kathimerini » du 17 juin 1975, etc.
(24) Telex-Méditerranée, nº 64.
(25) Telex-Méditerranée, nº 69.
(26) Quarterly Economic Review, Egypt, 1975 (nº 1).
(27) Quarterly Economic Review, Syria, 1975 (nº 1).
(28) Telex-Méditerranée, nº 65.
(29) « Kathimerini », 4 avril 1975.
(30) Voir note 7.

cemment japonaises, avec un recul relatif des américaines, recul apparen dans beaucoup de projets mais qui n'est pas forcément définitif, la conjoncture pouvant se modifier sur le plan économique et les États-Unis étant quand même la première puissance du monde sur le plan politique et en nette progression dans quelques parties de la Méditerranée (de l'est mais aussi de l'ouest...).

Enfin en ce qui concerne les services divers, dans l'immédiat, il n'y a que très peu de pays méditerranéens qui puissent prétendre à des gains substantiels tant du point de vue comptable (équilibrer la balance des paiements) que de celui de leur développement futur : l'Espagne (engineering « moyen » en expansion, coopération), la Yougoslavie (transports, coopération), la Grèce (frets très importants grâce à la flotte marchande sans proportions avec la taille économique du pays) et l'Égypte (canal de Suez...). Sur ce plan et pour les trois premiers, des perspectives intéressantes semblent s'ouvrir : les entreprises yougoslaves ont exécuté en 1974 des travaux à l'extérieur pour 300 millions de dollars et ont des contrats bien plus importants pour 1975 et l'avenir (de l'ordre du milliard). Ces travaux concernent aussi bien l'agriculture (aménagement d'exploitations agricoles en Libye...) que les routes et les logements (plusieurs pays africains...) que la coopération industrielle (Mexique, Libye, Indonésie...) (31) Les entreprises grecques de construction sont engagées actuellement dans des travaux dont le chiffre d'affaires total avoisine 2,5 milliards de dollars principalement au Moyen-Orient. Ce genre d'activité et de coopération que l'on peut difficilement traiter de simple vente de service a plusieurs effets bénéfiques sur les échanges extérieurs des pays qui peuvent les pratiquer : rentabilisation et rationalisation d'entreprises trop grandes pour l'espace national, effet d'entraînement sur les exportations (la Yougoslavie a augmenté de 50 % ses exportations vers les pays où ses entreprises travaillent), etc. Il est évident que ce genre d'activité ne peut naître et grandir que d'un développement inégal et en tout cas « spécialisé » entre les pays qui la pratiquent et ceux qui la reçoivent. Il se crée donc un rapport qui objectivement s'insère dans la pyramide des rapports internationaux « asymétriques » (la technologie et l'équipement sont en plus ou moins grande partie fournis par les pays développés) et donnent à ces pays un caractère de chaînon intermédiaire entre le « centre » et la « périphérie »; intermédiaires qui goûteraient enfin aux délices de l'accumulation et de la reproduction élargie du capital au niveau international régional qui serait le « leur ». Une telle thèse présente sans doute quelques attraits, mais elle est trop simpliste : de toute façon les échanges commerciaux entre les pays méditerranéens eux-mêmes pourraient jouer le même rôle : quand l'Algérie commande à la Grèce 40 bateaux de pêche, les moteurs par exemple en seront fabriqués on ne sait où (plutôt en Allemagne), mais ceci n'en a pas moins de valeur positive pour le dégagement de l'une et de l'autre du monopole de fabrication européen ou japonais. D'autre part, la structure actuelle du monde, la comparaison des tailles économiques et enfin les rapports de force politiques ne permettent pas de présumer de l'évolution générale vers un « sous impérialisme » économique en Méditerranée, qui fait naître bien des reproches ou des espoirs dans certains pays. Malgré tout cela la coopération entre pays méditerranéens dans des domaines jusqu'à hier exclusivement occupés par les pays développés, même si elle ne paraît actuellement que comme une chance réelle mais relativement faible est porteuse d'avenir et de rationalité. Et, dans ce processus, bien des pays méditerranéens prétendent se lancer du côté européen comme on l'a vu (n'oublions pas les « grands » de la région, la France et l'Italie, qui ne sont pas concernées par cet article, mais qui jouent effectivement un tel rôle à un niveau élevé) mais aussi de l'autre; l'avenir plus ou moins lointain nous réserve éventuellement des surprises (penser au rôle de l'Algérie en Mauritanie et à l'envoi récent de spécialistes pétroliers algériens au Cambodge...).

Si on ajoute à ces indications les exportations de capitaux et les investissements de certains P.M. à l'étranger (méditerranéen et autre) comme ceux de l'Espagne, de la Yougoslavie, du Liban, de la Libye, l'image d'une Méditerranée « intermédiaire » dans le système économique mondial, tant dans l'échelle des performances que dans le flux de capitaux et des revenus entre les pays développés et « sous-développés » se renforce. Mais il s'agit évidemment là d'indications relativement faibles et fragiles qu'il ne faudrait pourtant pas méconnaître dans le recensement des lignes d'évolution future.

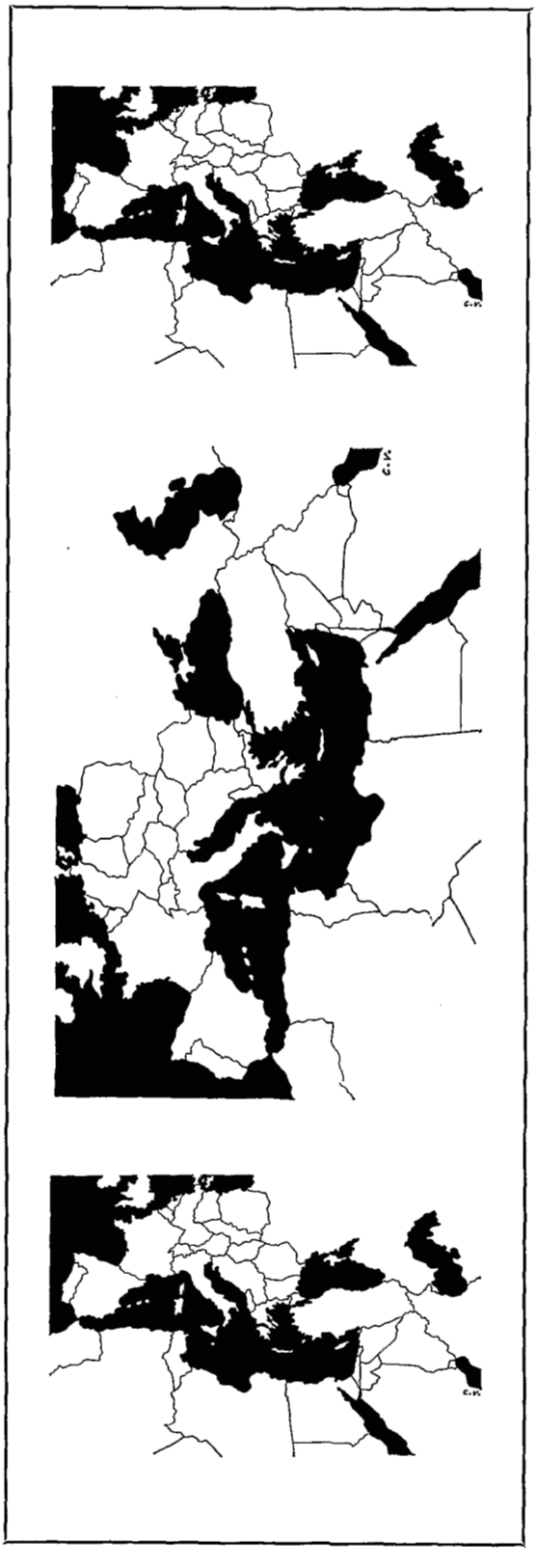
(31) Telex-Méditerranée et Quarterly Economic Review, voir plus haut.



L'EVOLUTION DES CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DES PAYS MEDITERRANEENS

Voilà, schématiquement, l'évolution récente des échanges des pays méditerranéens avec le monde et entre eux-mêmes. Elle va dans le sens de la croissance et de la diversification tant du point de vue des produits que de celui de la géographie. Pour ce qui concerne cette dernière, on constate une nette croissance des rapports de toute sorte avec l'Europe et, plus loin, avec les pays socialistes et le Japon; quant aux relations intraméditerranéennes on constate un certain rapprochement tant général que, surtout, régional (Balkans, Moyen-Orient, mais pas au Maghreb) en tous les points concernés par les échanges (biens, capitaux et hommes). Encore une fois, cette évolution s'explique par plusieurs processus plus ou moins indépendants mais de toute façon liés entre eux dans la structure, l'évolution et la crise du système capitaliste international (y inclus la crise pétrolière). Les caractéristiques les plus récentes de cette évolution sont fortement marquées par la « crise pétrolière » au point de masquer les autres facteurs dynamiques et leur sens.

Or, il nous semble que tout indique une difficile, certes, mais incontestable « percée » : celle du système capitaliste international qui tend à inclure et intégrer de plus en plus la plupart des pays méditerranéens et ceux de leur voisinage immédiat vers l'orient dans sa reproduction élargie et tout ce que cela implique : nouvelle division internationale du travail, bouleversement et modernisation des structures productives, etc.; et celle de plusieurs pays du même espace qui souhaitaient ardemment cette évolution et qui désirent la maîtriser autant que possible et avec les bénéfices les plus élevés possibles. Cette rencontre d'un besoin et d'un désir définit

et définira probablement dans l'avenir la plus grande partie des évolutions dans le domaine socio-économique, politique et géopolitique (qu'on pense à l'Iran, à l'évolution de la politique moyen-orientale des États-Unis...). Ces deux processus se déroulent dans un milieu hétérogène : les pays méditerranéens n'ont pas tous le même « âge » économique, vivent sous des systèmes socio-économiques très différents, les interventions externes y sont le fait de plusieurs centres nationaux de décision souvent opposés entre eux-mêmes et différents dans leur logique concrète de la logique abstraite du système capitaliste international, etc. Des contradictions donc naissent et naîtront sans doute, dont on n'a pas à parler ici (que l'on pense aux flottes des superpuissances, à la douloureuse et dangereuse tentative de supprimer l'état indépendant de Chypre, au conflit larvé du Sahara « espagnol » notamment). Mais sauf changement qualitatif important dans les rapports des forces en présence (et la conférence européenne sur la sécurité ne nous incite pas à y penser), les deux processus ci-dessus ont toutes les chances de reprendre ou d'accélérer leur marche, sous certaines conditions : que les P.M. arrivent à trouver des solutions aux problèmes redoutables posés par leurs déséquilibres extérieurs, en est une des plus importantes à court terme.

Dans l'état actuel des choses des solutions ne peuvent être trouvées que dans une insertion encore plus importante dans la division internationale du travail, ce qui revient à attendre le franchissement d'une nouvelle étape dans le processus d' « ouverture » de ces économies au marché mondial des biens, des capitaux et des hommes. Mais c'est là une voie très difficile, surtout si ceux qui veulent l'emprunter sont très nombreux et que ceux qui la commandent (les pays capitalistes développés) sont dans une relative faiblesse pour les aider à le faire. Faiblesse qui pourrait d'autre part être relativement de courte durée et qui, de toute façon, sous certains aspects, pourrait permettre à certains pays méditerranéens qui en ont les moyens de forcer leur voie et même une aide ou une « complicité » chez les pays développés. Dans cette dialectique un peu sinueuse, et à plus long terme, les rythmes et la « surface sociale » du développement interne pourraient être des éléments décisifs, et c'est là une deuxième condition importante pour éviter à terme le « freinage » et puis le « blocage » de la croissance.